

# Un epitalamio astronomico-geografico del Cinquecento

di GINO ARRIGHI

Non è solo per interesse alle antiche carte che dirò di un epitalamio della metà del Cinquecento che, in oltre centoventi pagine, tratta, e distesamente, di astronomia e di geografia in versi e prose francesi. Allo scopo mi avvarrò dell'esemplare in mio possesso\* legato al tempo in pergamena: a qualche guasto di alcune carte riparo con le foto dell'esemplare già della biblioteca regia di Francia ed ora nella Bibliothèque Nationale di Parigi.

Il libro si compone di duerni che, a partir dal secondo, recano le lettere da A a P, mentre le carte (mm. 195x140) sono progressivamente numerate al *recto* a partire dalla prima del secondo duerno.

Al *recto* della prima carta è il frontespizio:

La Sphere / des deux mondes, composée en Fran-/çois, par Darinel  
pasteur des Amadis. / Avec vn Epithalame, que le mesme Auteur ha /  
faict, sur les nopces et mariage de Tresillustre, / et Serenissime Prince,  
Don Philippe Rey / d'Angleterre etc. / *Commenté, glosé, et enrichy de  
plusieurs fables Poétiques, / Par G. B. D. B. C.C. de C. / N. L. OVBLI. /*

Segue un'incisione con la rappresentazione fantastica della fortuna con  
la scritta: FORTUNA ROTAT OMNE FATUM.

Amys Lecteurs, achetez ce liuret,  
Si vous aymez Cronicques et Histoires,  
Car l'achetant y truurez au net,  
Bien figurez pays et territoires.  
EN ANVERS, CHEZ IE. RICHART. / Auec Privilege. 1555.

\* Ringrazio il caro amico Ugo Macioce di Arpino per il dono gentile.

Il verso del frontespizio è in bianco poi, sino al termine del duerno, si trovano scritte di omaggio, cioè la lettera:

A treshaulte et trespuissante Dame, la Royne Marie de Hongrie, de Boheme, Infante d'Espagne, Regente et Gouuernante pur l'Empereur en ses pais bas, Darinel de Tirel, Pasteur des Amadis, son treshumble et treshobeissant seruiter.

E poi componimenti poetici dai titoli:

A la Royne de Hongrie. Sone. / Dixain de M. Lambert Suauius, second Apelles à grauer de burin. / Suauius encores. / Sonet de Iacques Bouloigne Liegeois. / Dixain de luy mesmes.

Dai passi riferiti, il lettore ha compreso che questo libro celebra il matrimonio di Filippo II re di Spagna, ormai vedovo di Maria di Portogallo, con Maria I figlia di Enrico VIII regina d'Inghilterra; aggiungo che il commentatore, celato con lettere iniziali, è Boillau de Buillon.

Col duerno A l'opera ha così inizio:

La Sphere des deux mondes, Par Darinel pasteur des Amadis. L'auteur adresse son oevvre a la Royne Marie de Hunguerie, par treshumble obeissance.

Dopo alcuni versi laudativi per la Tudor e due strofe dedicate «Aux Damoiselles de la Covrt», ne troviamo un'altra che riproduco avendo carattere di sommario:

Bref discours, de ce que tout l'oeuvre contient.  
 Le ciel d'Atlas ed poëtique veine  
 Chanter ie veulx, car raison me commande  
 D'en faire un beau de forme souueraine,  
 Montz, mers, prez, vaulx, chams, isles, bois, et lande.  
 Si veult aussi que ma raison luy rende,  
 De chiens, oyseaulx, de l'immortelle vie:  
 Bref, rien ne stay à quoy venir ne tende,  
 Son esprit ordonnant que le die.

Finalmente ha inizio l'opera che è esposta in strofe ritmiche quali la precedente ed è corredata da un commento in prosa e da opportune figure; è distribuita in capitoli dei quali fornisco qui i titoli:

L'estre du monde, et son compartiment en deux sortes. / La diffinition de la Sphere. / Des Poles du Monde. / D'un Pole Arcton, l'autre Pole Antarctique. / Des cercles dequoy la Sphere du ciel se ymagine estre designée, et celle dicy embas pareillement. / Des grands cercles. / De cercle equinoctial. / Du cercle Meridional. / Des Colures. / Du cercle Horizontal. / Du cercle Zodiac. / Comparaison. / Des quatres petitz cercles de la Sphere. Quelle chose veult dire petit cercle. / Des Cercles des Poles. / Des Tropicques. / De Tropicque en Capricorne. / Des Quatre petitz cercles. / Des Zones. / Des cinq Zones. / Licence Poeticque, dequoy Darienel vse contre les Philosophes reuans choses incertaines.

Le second livre de la sphere. / Du leuer Cosmic, Chronic, et Heliac. / Du leuer Cosmicq. / Du leuer Chronicq. / Du leuer Heliac. / Du coucher Heliac. / Incident auant que venir aux ascensions et descentions. / Comme le ciel se peult mesurer. / Comme la terre a esté mesurée. / Du Diametre et espaisseur de la terre. / Inuenctiue contre l'Atheiste. / Brisée sur la deduction des Ascensions et Descentions des Astrologues. / Des ascensions des signes en la Sphere droite, c'est adire, comment les signes, ou portions de l'Ecliptique, y montent ensemblement: correspondant aux parties de l'Equinoctial, qui les accompaiyne. / Des ascensions des signes en la Sphere oblique, ou le Pole Septentrional s'esteue par dessus l'Horison. Auec raison des montes de la Sphere droite rapportées aux ascensions de la Sphere oblique. / Des iours naturelz et artificielz. / Des Admirantanz. / De ce qui aduiet à ceulx qui ont la Sphere droite. / De ceulx qui ont la Sphere oblique. Des habitans entre la ligne Equinoctiale, et la ligne de Cancer. / De ceulx le Zenith, desquelz est le Tropicque de Cancer. / De ceulx qui ont leur Zenith au Cercle Articque. / De ceulx qui ont le Zenith entre le cercle Articque et le Pole du monde. / De ceulx ausquelz le Zenith est soubz le Pole Articque. / Des Climatiz. / Peroratio.

Le troisieme liure. / L'eclipse de la Lune. / L'eclipse du Soleil.

Seguono due capitoli che riferisco per intero attesa la loro particolarità di argomentazione.

xij. Proposition, extraicte hors l'Abrege de I. de Monteregio, sur l'Almageste de Ptolomée. Deux raisons par moyen desquelles, les iours naturelz se font inegaulx.

Nous appellons iour naturel, tel interualle de temps, que le Soleil rauy du ixe ciel, met à faire vn seul tour, depuis la ligne Horizontelle ou Meridienne iusques à ce qu'il reuienne au mesme poinct, d'ou il estoit party.

De sorte que le temps mis de l'un point du mydi iusques à lautre, est le iour naturel, pendant lequel l'equinoctial tourne vn tour entier, et oultre icelluy autant de portion, de sa ligne (correspondante à l'ecliptique) comme le corps du Soleil peult gagner de crue par son cours regibant, à l'encontre la neuuisme Sphere.

Lequel adioustement se change pour deux occasions, l'une causée, pour dissemblables arcs, que le Soleil decoupe du Zodiac par semblable interualle de temps. Et l'autre pource que les arcs semblables en l'ecliptique, ont inegales ascensions, aussi bien droictes que obliques. Moyennant lesquelles iceulx adioustementz diuersifiez, deuiennent les iours inegaulx. Matiere propre dequoy nous parlerons, demonstrent que les iours naturelz differentz (ainsi qu'on les nomme) ne sont mesurez par nul autre mouuement, car ilz sont inegaulx. Mais à bien faillu; a tel mesurage abuter des autres iours que fussent egaulx.

Et voyla le moyen par ou vn an solaire est le temps, dans lequel l'equinoctial se tourne autant de fois, qu'il y a d'unitez, au nombre des iours, de toute l'année, en y adioustant seulement un tour de roue que le Soleil contrepoussant gaigne en vn an. Car alors partissant le nombre des tournees par le nombre des iours dicelluy, sourdra la quantite du moyen iour, qui sera vn tour de l'equinoctial 59 minutes et huict secondes, proportionnees à l'aduenant la quantite d'un demy mouuement du Soleil par vn tel iour. Mesmes et se trouuans iceux telz adioustementz inegaulx l'un au regard de l'autre apperra, les moyens iours egaulx estre discordans entierement avec tous les autres. Entre lesquelz combien qu'il en y ait aucuns, si peu differens avec les moyens, que leur remarquement soit à peine comprehensible. Si est ce touteffois que beaucoup de peus accomblez sur plusieurs iours, seront vn grand cas sensible, du quel on doit faire mise et recepte.

Certain passage d'Alfragan, Touchant le leuer et coucher des Planetes, avec leur cachement soubz les rais du Soleil. Differen. xxiiij.

Demonstrons icy le coucher, et lever des Planetes, et le cochement quilz font, s'esconsans soubz les rais du Soleil. Et mettons premierement, Saturne accompaigne de Iupiter, et Mars, de mouuement plus tardifz que le cours du Soleil. Ces Planetes dequoy ie vous parle, marchans le petit pas en auantcourse du Zodiac, sont bien tost rattains par Phebus pour sa velocite. Ce que lon apperçoit u les veoir coucher la vesprée au ponent, tandis nommez Occidentelz, iusques à ce que le Soleil gaignant sue eux, les couure de ces rays, et les deuançant afranchist leur course, sans plus les encombrer de son grand luminaire, mais se monstrent au matin, à la partie Orientelle, dequoy ilz ont aussi lors le nom. Par ce moyen chascun d'eulx à son lever du matin, et son coucher de soir, et à la vesprée. Mais

Venus et Mercure, pour estre plus vistes de cours que n'est le Soleil, sont enuers luy office contraire. Car aussi tost qu'ilz s'approchent en coniunction, (entendez si auant qu'ilz aillent directement) il fault que le Soleil soit deuançé, portant l'un des dictz Planetes (qui que ce sera) sur le Soleil aduentage: tellement, que afranchissant son but, marchera par ses raiz en vistesse, et apparoistra du coste deponent, ou il ne sera si tost passé qu'il n'apparoistra en levant, et gagnera tousiours pays tant qu'il arrive a son plus grand esloingnement derriere le Soleil, dans on petit cercle. Car de la reculera son cours, pour retourner vers les rayons, soubz lesquelz il se cachera du coste d'Occident, d'ou trespasant la clarte, reuiendra surgir la Matinée du coste d'Orient tant quil retombe à son plus grand esloingnement du Soleil, vers le quel il fera de rechief sa demarche, deslogeant de plus viste (si ce pendant n'aduient qu'il recule) tant que rataignant le Soleil de ceste clarte, icelluy Planete se couchera du matin, en la partie Orientale.

Mais la Lune, beaucoup plus viste que le Soleil, n'a aucune retrogradation, qui luy cause le rattindre, voire le deuancher à chasque mois, se ponstrant à son approchement blesme, ternie, voire estainte sur le matin, et l'estant passée, se mostre clere et cornue, du coste de ponant.

Nous auons aussi parlé de l'essence des estoilles fixes, et declaré que d'autant qu'il en y a d'elles aupres l'eussis Septentrional, l'on n'en trouue nulle, qui voise dessoubz terre, pour ceulx qui demeurent vers le Septentrion. Voire d'autant plus s'augmentera l'extension su Climat deuers le Nord, d'autant plus si esleuera la haulteur de l'eussiz pardessus l'Hemisphere, ayant tant moins de cheute en icelluy dict Climat. Comme sont Algeth, Alpharcadan, et Henerai, estoille, de la grande et petite ourse au iijj climat. Pareillement de tour ce queleur sera opposé, la part de l'eussiz Meridionel ne s'en verra rien eleuer du coste du mydi.

Aussi, toutes celles, et le plus eslongnee de l'eussiz, qui ont couchement es parties pardeça, et lesquelles passant le .5. climat, ont leur plusgrand eslongement au dehors le cercle des signes, celles la dy ie, n'auront aucun occultation soubz les rays du Soleil, à cause de la longue demeurance quil faict dessoubz la terre. Mais tant s'en fault que estant le Soleil au mesme signe, et degré de la longitude qu'est s'estoille, elle se levera deuant luy, et se couchera apres de sorte qu'estant s'estoille vers les commencements de Cancer ou Capricorne, le temps qu'elle precedera le Soleil, sera semblable au temps, qu'elle suyura per accouchement.

Mais toutes les estoilles (en parlant tousiours des fixes) qui seront dedans le sengle du cercle des signes, ou bien pres d'icelluy, ou en dedans son estendue en escharpe, icelles auront esconsement soubz les rays du

Soleil à la serée, et leur leuer en Orient de grand matin, selon qu'auons la quantite, et grandeue de leur corps, ou selon la diuersité que leur eslongnement s'escarté du Soleil. Trobrien, que l'escartement Septentrionel abrege le temps de l'occultation, ou le terme se prolongueroit pour vn esloignement deuers midy.

Giunti così al termine della parte dell'opera più particolarmente destinata all'astronomia, sorge spontanea la richiesta di un giudizio di validità culturale di Gilles Boilleau de Buillon, commentatore delle strofe di Darinel e autore della parte più consistente dell'operea, in ordine alla specifica conoscenza del suo tempo.

Vari nomi di sapienti, e per varie ragioni, compaiono nello scritto: Aristotele, Euclide, Sacrobosco, Platone, Teodosio, Macrobio, Lucano, Tolomeo...; ma sappiamo bene che richiami di tal sorta sono generalmente determinati dalla volontà dell'autore di crearsi una piattaforma di rilievo. Ben altrimenti è da considerarsi la presenza dei due capitoli ora riportati, una presenza che gli storici della scienza non possono non giudicare di un certo interesse ed importanti. Ancora, trattandosi una versione, o riduzione, in francese di testi non francesi, potremmo chiederci in quale relazione temporale stanno con le versioni francesi allora disponibili delle opere intere; ma questo problema richiede uno studio particolare da svolgersi in altra occasione.

Una lettura accurata dei commenti, tenendo conto dell'ambito scelto per l'argomento, lascia convinti che, se pure non troviamo alcun nuovo contributo allo sviluppo della materia, il Boilleau era al corrente delle conoscenze del suo tempo.

A chiusura di questa parte si trova «L'adieu aux Dames et Damoiselles de la Court, de la Royne Marie par le glossateur» e, quale intermezzo, due poesie in lingua spagnola intitolate

Canto nupcial, y otro Matrimonial, que hizo Darinel pastor enel Amadis, sobre las Bodas y Casamiento del Rey Don Philippe, con Duena Maria d'Inglaterra, Dedicado particularmente al Sor Marcos Perez en Anuers. El canto matrimonial, y epythalamio.

La seconda parte, quella dedicata alla geografia, si apre con un

Prologue de l'autre monde faict par le Commentateur sur Daniel, et dedié à Monseigneur de Fallais, Maistre d'hostel de la Royne de Hongrie.

Segue una sfilza di strofe intitolata «L'autremonde de Marinel», le quali dalla quarta in poi recano i titoli:

Les Espaignes. La France. L'Alemaigne. Sarmatie. Moscovie. Hongrie. Grece. Italie. Le Iudee. Asia Minor. Asia Maior. L'Affricque. Alger. Aphrodisium.

Intercalate alle pagine di strofe si trovano altrettante pagine di carte geografiche a piena pagina, intitolate come le strofe, sulla prima si legge «Universalis Cosmographia».

A titolo di curiosità riferisco la strofa dedicata all'Italia:

Et comme vn bras se gectent en la mer,  
 Les puissans lieux du pays d'Italie  
 Qui n'a au monde encores quelque per,  
 La nation estant en soy vnne.  
 Mais pour tout vray, l'vn l'autre sort espie,  
 Vive qui vainct est leur cry autenticq,  
 Dequoy aduient qu'elle soit or regie  
 Qui gouuernoit, par ordre Politicq.

Così pure piace riportare la nota marginale all'ultima carta: «AFRICAЕ VRBIS OLIM APHRODISIVM DICTAE VERA EFFIGIES ET SITVS, QUEM HABVIT ANNO .1550.».

L'ultima carta porta al *recto* la scritta:

fin de la sphere des deux Mondes, composée en François par Darinel pasteur des Amadis, et glosee par Gilles Boilleau de Buillon. Imprimée en Anvers, par Iehan Richard, au Soleil d'or. l'An M.D.L.X.

Al *verso* ancora la figurazione della fortuna col motto che già abbiamo incontrato nel frontespizio.

\*

Reputo così di aver mostrato, se pure succintamente, come è disposta la materia in versi e in prosa e il contenuto scientifico di questo epitalamio; ma

molte ancora sono le considerazioni suggerite dalla sua lettura; così ad esempio per la frequenza di notizie e considerazioni che vi si incontrano.

Non mi soffermo su queste particolarità dell'opera, ma voglio portare a conoscenza del lettore un passo che trovasi a c. 33r:

Ains Christofle Colon, tresexcellent marinier, pour les Roys Catholicques, se trouua en opinion (pendant qu'il viuoit) que le sommet se deuoit assigner en l'autre Pole: vers lequel (dict il) le monde n'est rond; en façon de boulle, mais plustost longuet d'un bout, en fourme de poire...

## Monte San Giuliano del passato

Il potente monastero delle clarisse  
nella vita spirituale e sociale della Città (secc. XVI-XIX)

di VINCENZO ADRAGNA

*1) La fondazione (1542); 2) Vita cittadina e vita monastica; 3) Ori ed argenti in custodia sicura; 4) Un monastero-banca. Inquietudini dell'Abbadessa; 5) Le giornate delle suore. Fasto rituale e ricchezza del monastero; 6) Le statue di Pietro e Paolo da Palermo alla chiesa; 7) Un registro rubato; 8) 1700: riparazione ed ampliamento del monastero. Riedificazione di una chiesa trecentesca; 9) Nuove riparazioni. Consistenza patrimoniale del Monastero nel 1860; 10) 1866: lo Stato piemontese... conquista il monastero; 11) Il secolo corrente: dalle clarisse agli scienziati.*

§ 1. Sede, da quasi trent'anni, del Centro «Ettore Majorana», ravvivato da costante presenza di scienziati, di ospiti illustri, di studenti provenienti da tutti i luoghi del mondo, il grande isolato del san Pietro, l'ex monastero di clarisse di san Francesco, continua a levarsi grigio ed austero, come dal tempo del suo sorgere, grigio ed impenetrabile, nel pieno centro geometrico della città e, nella sua imponente struttura muraria rustica che ha resistito ai secoli, sembra garantire tranquillità e sicurezza ai pellegrini di questo nostro tempo che, varcato il portale cinquecentesco ed attraversata l'ampia e luminosa corte, vi si sono rifugiati per approfondire i propri studi.

Questo massiccio edificio ha una storia nascosta, punto di confluenza —come fu— di spiritualità e di potere specialmente economico, di certezze e di cadute, di benessere e di povertà, che è interessante ripercorrere sull'onda lunga segnata dalla suggestione antichissima del luogo.

Questo fu la sede dei legionari posti da Roma a guardia e tutela del santuario della Dea ericina: i duecento *venerei*<sup>1</sup> mantenuti a spese di diciassette città siciliane scelte fra le più fedeli, la cui memoria giunge al nostro tempo

oltre che da note fonti storiche e letterarie, da una significativa iscrizione conservata dal Museo comunale<sup>2</sup>.

Passano, poi, i secoli; il culto della Dea venne scomparendo e, con esso, i suoi militari protettori. E fu, per ottocent'anni, il silenzio e l'abbandono del santuario e della città.

In questo deserto, su antiche rovine di una caserma, dopo la rinascita normanna, i nobili benefattori rimasti sconosciuti costruirono una piccola chiesa intitolata a san Pietro. Correva l'anno 1365<sup>3</sup>.

Per la fondazione del monastero delle clarisse sarebbero però trascorsi due secoli. Fu nel 1442 che un sacerdote di famiglia patrizia, Giovan Pietro Maranzano, patrono ecclesiastico e anche curatore della chiesa di san Pietro, disponeva la donazione dei suoi beni patrimoniali –proprietà terriere (*parecchiate*) ed un grande *tenimento di case* prospiciente la chiesa–, al costituendo monastero al quale aggregava la chiesa medesima, e lo provvedeva di tutti gli arredi e le suppellettili necessarie *per convivervi* –ricorda il P.M. Giuseppe Castronovo– *sotto la regola di santa Chiara quelle Vergini che fuggir volendo la vanità del mondo, bramavano stare strettissimamente congiunte allo Sposo celeste*<sup>4</sup>.

Nel 1543 il monastero era già costituito. Da annotazione dell'infaticato Castronovo tratte dagli atti del notaro ericino Niccolò Pollina e compreso in una preziosa raccolta di documenti rimasti finora inediti<sup>5</sup>, si ha conferma non solamente di tale già avvenuta costituzione, ma si intravedono già, del monastero, le ricche prospettive di sviluppo che lo avrebbero posto in posizione eminente nella vita religiosa culturale ed anche economica della città.

Il tre settembre di quel 1543 la comunità di clarisse si riuniva per procedere alla nomina dei Procuratori, o Amministratori del monastero. Questa prima comunità di suore ancora poco numerosa, era costituita da giovani donne provenienti dalle famiglie più in vista del patriziato cittadino.

Abbadessa –prima di una serie secolare– fu suor Benvenuta de Currituri. Le suore presenti erano Giovanna de Currituri, Caterina Morana, Margherita Todaro, Antonina Margagliotti, Paola Maranzano. La piccola assemblea nominava Procuratore ed Amministratore il sacerdote Pietro Maranzano –lo stesso fondatore, cioè, del monastero–, e chiamava a collaborare con lui l'*honorabilis* (titolo dei patrizi benestanti) Giovanni Curatolo. Ai due si dava mandato di curare, tutelare, amministrare i beni mobili ed immobili dell'Istituto. Erano *le parecchiate* ad esso già donate dal Maranzano: tre salme a Romena e cinque a Custonaci nel feudo di Sanguigno; nove salme a Balatazza in quello di Libeccio; tredici a Roccazzo, dodici a Garcia e quindici a Ciaraula

nel feudo di Buseto. Una superficie complessiva di cinquantatre salme, pari a centosettantasette ettari di patrimonio immobiliare<sup>6</sup>.

In primo anno di fondazione si aggiungeva altro lascito testamentario di cui non conosciamo la consistenza, che doveva però essere cospicuo perché da parte dell'Abbadessa e dei due Procuratori ne viene particolarmente raccomandata la cura e la gestione<sup>7</sup>. Di quel donatore del sec. XVI si conosce però il nome: Antonio Zichichi.

§ 2. Rapido fu lo sviluppo del monastero che nel volgere di pochi anni si andò arricchendo di altre donazioni non solamente testamentarie e delle rendite provenienti dalle doti che le suore novelle ricavano: le rituali doti assegnate dalle famiglie del patriziato agiato e di più recente formazione ed emergenza.

Al prestigio derivante dalla crescente solidarietà economica, in quel solenne monastero si aggiungeva sempre di più quello dello stesso luogo solenne, che rendeva quell'insieme edilizio e monumentale ricercato e numerosamente frequentato in ogni occasione di aggregazione sociale o spirituale: ruolo di richiamo che la chiesa aggregata al monastero e, ad esso collegata da un corposo cavalcavia coperto, per la sua centralità urbanistica venne sempre più intensamente ricoprendo.

Significativo, a questo riguardo, è un episodio di vita cittadina che, nella chiesa di san Pietro, trovò epilogo di pace.

Gli anni precedenti al 1561 erano stato segnati a Monte San Giuliano da pesante e sanguinosa conflittualità fra le famiglie dell'antico patriziato e quelle di nuova emergenza, nuovi ricchi proprietari che si affacciavano alla ribalta della vita contadina. Questi avevano più o meno intensamente sollecitato il riconoscimento della loro idoneità alla partecipazione più incisiva nel governo della città.

Dall'atteggiamento reticente o apertamente negativo assunto dalle antiche famiglie tradizionalmente titolari del potere era seguita una serie di risse, lotte, uccisioni singole e massacri che avevano seminato il terrore fra la cittadinanza. Situazioni di conflittualità e di eccidi senza quartiere, come è noto, in quel secolo non erano state infrequenti nelle città siciliane, ed il lontano potere viceregio si era visto costretto ad interventi di mediazione più che di impossibile repressione e punizione di colpevoli di arbitri o spaventosi disordini.

Anche a Monte San Giuliano, dopo fatti analoghi accaduti a Licata, Trapani, Nicosia, Piazza ed altrove, il governo interveniva imponendo la pace fra

le due opposte fazioni capeggiate una dalle famiglie Oddo, Guarnotta e Lupino; l'altra dai Giuffrè e dai Bulgarella.

Presenti alla pace, ratificata dal notar Antonino Riccobene il 15 dicembre 1561, furono a rappresentare l'autorità vicevegia alti ufficiali del governo appositamente giunti da Palermo, fra i quali il Conservatore del Real Patrimonio Don Pedro Velasques e Don Raimondo Ramondetta, giudice della Regia Corte ed uno dei più famosi giuristi dell'epoca<sup>8</sup>.

Oltre che dal solenne atto notarile, questa pace veniva più solennemente sancita dalla commissione a Giacomo Gagini, e successiva collocazione sull'altare maggiore della chiesa di san Pietro, di una statua marmorea della Madonna sotto il titolo della Pace, a perpetua memoria dell'avvenimento<sup>9</sup>.

Dalla chiesa, certo, e dal monastero sembrava intanto come effondere una suggestione arcana. A conferma di ciò che appariva intenso sentimento collettivo—raccolto dai più autorevoli esponenti del clero dell'epoca—va sottolineato il fatto che, nel 1575, all'indomani cioè del Concilio di Trento, giunga dalla Curia Vescovile la disposizione di procedere alla determinazione dei confini delle parrocchie cittadine, l'area antistante chiesa e monastero di san Pietro fu assunta come punto di origine delle linee di suddivisione fra i quattro quartieri parrocchiali della città: Matrice, san Cataldo, san Giuliano e sant'Antonio qui si distinguevano, e da qui si definivano.

Fra il 1580 ed il 1590, intanto, la comunità monastica si era venuta arricchendo di suore provenienti quasi tutte dalle più cospicue famiglie borghesi che si adeguavano, anche qui, al costume proprio dei ceti nobili che usavano indirizzare figlie da non maritare o figlie cadette alla vita monastica o ecclesiastica al fine di non compromettere la consistenza del patrimonio familiare, da conservare integro ai primogeniti<sup>10</sup>.

Nel 1589-96, in numero oscillante fra trenta-quaranta fra suore coriste e converse che costituivano la comunità, erano rappresentate le famiglie più agiate del patriziato di più recente formazione (quello più antico, nobile, inviava le figliole nel trecentesco monastero benedettino del SS. Salvatore). Famiglie più rappresentate erano quelle dei Sardo, Savalli, Grimaldi, Curatolo, Sugameli, Tardia, Daidone, Salerno, Poma, Zichichi, Cordici, Oddo, Scuderi, Gervasi.

§ 3. Dal prestigio in brevi decenni raggiunto, dall'austerità di vita monastica, scrupolosamente controllata dalla gerarchia ecclesiastica, dalla sicurezza del robusto edificio dall'unico accesso protetto dalle alte finestre a grate, il monastero acquisì, fin dal 1594, il singolare ruolo di custode fiduciario dei capitali

liquidi delle istituzioni di beneficenza ed assistenza e, successivamente, come vedremo, della stessa Università.

Fu in quell'anno che il vescovo di Mazara, Luciano De Rubeis in corso di visita emanava, a questo fine, una prima ordinanza. In forza di essa, i cassieri dell'Ospedale della Matrice di san Cataldo, san Giuliano, sant'Antonio, san Giovanni Battista, san Martino, sant'Orsola; il Monte di Pietà e tutte le altre istituzioni assistenziali minori dovevano depositare, entro il termine di quattro giorni, tutte le somme liquide in loro possesso, nelle mano dell'Abbadessa di san Pietro, che le avrebbe ricevuto, tenuto e conservato in luogo sicuro<sup>11</sup>.

L'ordine era perentorio: scomunica immediata agli inadempienti.

In un'epoca in cui la moneta circolante era assai rara, ed il proteggerla da furti o rapine impresa difficile, l'ordine del vescovo De Rubeis era assai prudente, e quel suo ordine venne confermato dal suo successore, il palermitano Marco La Cava, anch'egli nel suo primo corso di visita del 1617, che lo estendeva ai tesoriери delle pie opere di beneficenza.

A questi fu comandato di portare, intanto, le somme da loro custodite direttamente a lui, nell'ufficio del Vicario Foraneo. Da lì, con un corteo di altri sacerdoti, si portò a san Pietro dove consegnò personalmente all'Abbadessa ed alle altre dignitarie del monastero, che le presero in carico.

Secondo le direttive del nuovo vescovo, quei capitali dovevano servire agli istituti possessori solamente per l'acquisto di rendite, mentre la stessa Curia ne programmava l'impiego in operazioni che potessero fruttare interesse per almeno l'8%.

Con questo nuovo deposito i capitali liquidi di enti ecclesiastici e di opere pie conservati presso il monastero di san Pietro e custoditi dall'Abbadessa e dignitarie ammontava a 686 onze, pari a 8.610 lire-oro del 1860. Somma considerevole, alla quale si aggiungeva, tre anni dopo, il 27 agosto del 1620, il deposito di altre chiese ed opere pie.

La sola chiesa di san Giovanni Battista ed eredità aggregate depositavano somme liquide per 358 onze. Riguardo a questo secondo deposito, Antonino Amico, nostra fonte, osservava che l'ammontare di esso, *messo in rapporto al valore corrente, rappresenterebbe a un dipresso poco meno di un milione dei nostri giorni*. E, poiché il canonico Amico scriveva negli anni Trenta, potremmo a buon motivo equiparare quell'importo ad un miliardo, più o meno, del nostro tempo<sup>12</sup>.

Ora, la presenza di quelle enormi somme in monete d'argento e d'oro pur fra le massicce mura del monastero, alimentava nell'animo delle suore timori ed ansie di possibili assalti spericolati e crudeli. Nella fantasia intrisa di

paura e di aggressioni, o stupri, le suore si scioglievano nella speranza che gli ordini del vescovo avessero carattere provvisorio.

Fu questo secondo ordine di deposito dell'agosto 1620 ad ispirare l'Abbadessa e le dignitarie a scrivere un'accorata lettera al vescovo, cogliendo l'occasione della presenza del vescovo a Monte San Giuliano.

La lettera, conservata con altri documenti fra le preziose carte Amico nella Comunale di Erice<sup>13</sup>, inizia con il comunicare al Prelato che i suoi ordini di deposito di capitali ecclesiastici in quel monastero erano stati eseguiti, ma per puro e doveroso obbligo di obbedienza. L'Abbadessa esprimeva però, a nome di tutte le suore, lancinante preoccupazione per l'avvenire e scriveva pertanto, usando il plurale, che quell'incarico ricevuto e subito *porta gravissimo affanno ed inquietudine al Monasterio* ma, più ancora *pericolo gravissimo* in quanto che per *la fama di tanta somma di moneta stiamo con tutta la Congregatione con molto timore di latro, per esserci persone poco timorati di Dio, che s'ha visto per il passato*, in episodi di rapine in case dove erano pure uomini a proteggere cose e beni e denari in pericolo, ed erano state ugualmente *assaltati nelle proprie case*, ed il pericolo della vita incombe *massimamente dove son donne*.

A maggior ragione, dunque, le suore ricorrevano al loro Prelato *come padre*, supplicandolo *per le viscere di Jesu Christo che ne voglia consolare sgravandoli di simil peso* e disponendo di trasferire in altro luogo quell'ingente ed inquietante deposito di enormi somme di denaro liquido.

La risposta del vescovo, da Mazara, era scritta di suo pugno, nel margine della stessa lettera. Sono poche stringatissime righe, ma di chiaro significato in quanto trapela da esse la preoccupazione di togliere dall'influenza di persone, od ambienti locali, estranei alla cultura ecclesiastica, ogni possibilità di utilizzazione di quell'ingente massa di denaro liquido.

Trascriviamo testualmente: *Non vedo che Esse come Spose del Signore abbiano da temere di cosa alcuna in questo particolare, e giudico, ch'alcuna cosa, che le venga antiposta, sia più tosto artificio de' secolari per haver li dinari in potere. Che perciò —concludeva— ne stiano con l'animo cuieto, e non dubitino di cosa alcuna* (e chiudeva sibillinamente) *che è cui solo non li possiamo dire*.

§ 4. Nonostante la confortevole assicurazione sulla mancanza di ogni pericolo data dal vescovo, le suore rimanevano inquiete e timorose per il deposito di quelle ingenti somme nel loro monastero.

Certo è che, trascorrendo gli anni, tali preoccupazioni vennero meno, ma quei primi tempi furono inquieti.

Dell'agosto 1622 è un'altra lettera di esortazione all'obbedienza ed alla tranquillità da parte del Vescovo. L'Abbadessa lo aveva ancora una volta sollecitato, anche a nome della comunità, e pregato di liberare il monastero da quel gravoso incarico. Questi rispondeva: *ho inteso quanto Lei mi dà scritto con la sua lettera circa il dubbio di ricever di nuovo denari di Chiese in questo Monastero, e perché noi per contrario intendiamo, che in nissuna parte possano star più sicuri, e che Iddio mai permetterà che ne segua danno alcuno. Le diciamo che non lasci di riceverli...*<sup>14</sup>.

Ricevere e custodire, dunque, somme sempre più ingenti. Gli amministratori e tesorieri degli istituti religiosi o laici, sempre tenuti sotto minaccia di scomunica, potevano intanto sempre ritirare somme liquide di loro amministrazione solamente nel caso in cui si presentasse l'occasione di acquistare rendite, unico caso per il quale si concedeva l'esborso di denaro liquido.

In quella lettera, dunque, il vescovo proseguiva assicurando che, nella sua imminente sacra visita, avrebbe esaminato con l'Abbadessa la situazione, e cercato di *liberare il Monasterio di questo peso e dell'inquietudine* patita da tutte le suore.

Nel 1624, a distanza di due anni, niente di nuovo era però sopraggiunto. L'8 settembre di quell'anno, l'Abbadessa inviava al vescovo, per ratifica ed approvazione, la lista delle suore dalla comunità nominate alle cariche per il 1625 e coglieva l'occasione per chiedere *come grazia particolare* il trasferimento ad altro convento od istituzione ecclesiastica o laica del compito di depositari delle somme di denaro.

A motivo dell'ansia derivante dal pericolo, altro nuovo se ne era aggiunto di inquietudine o di amarezza. Da qualche tempo –sottolineava l'Abbadessa– si sussurrava, da parte della gente, che tutto il denaro giacente nelle pingui casse-deposito *era stato speso e mai era stato nel Monasterio*. Le voci circolanti, insomma, esprimevano la sfiducia degli ambienti cittadini più autorevoli che vedevano in questo blocco di capitali liquidi, ordinato e mantenuto dal Vescovo, un atteggiamento di pesante ingerenza nella stessa economia cittadina.

Le pie suore, rappresentate dalla preoccupata Abbadessa, erano ancor più angosciate, e questa supplicava *per evitare tutti questi inconvenienti, pericoli, e perdita del Monasterio che potria esserci supplico a Vostra Signoria Illustrissima sgravare il Monasterio di questo peso e ne lo prego nelle viscere del Signore che sarà cosa grata a tutta la Congregazione*<sup>15</sup> [...].

Il Vescovo rispondeva, a volta di corriere, l'11 dello stesso ottobre 1624. Approvava e ratificava, intanto, la lista delle nuove elette alle cariche amministrative. Per quanto riguardava, ancora, la questione delle somme tenute in deposito, il prelado esortava le suore a mantenere l'ubbidienza. Fa cenno, con riferimenti sommari, ad operazioni finanziarie –mutui a lungo termine concessi su quei depositi– che l'autoritario scrivente andava, in quel tempo, mettendo a punto. Esortava, pertanto, le suore a rendersi conto dell'utile che sarebbe derivato al loro Monastero, ed esortava quelle clarisse tutte ad aver fiducia e forza d'animo.

Quella risposta, in sostanza, sembrava dare conferma ai sussurri di storni di capitali che circolavano, da Monte San Giuliano verso altri lidi, movimenti, insomma, che la medesima pia suor Domitilla Toscano, Abbadesa, non osservava forse con entusiasmo...

§ 5. Il ruolo celato di banca non impedì certamente l'adempimento dei compiti istituzionali propri di questo Monastero, dettati dai pii fondatori, né ne ostacolò vitalità e sviluppo.

Nel 1589, la comunità, fra suore, coriste e converse, contava una trentina di religiose, provenienti sempre dalla più agiata neo-borghesia (Maranzano, Badalucco, Bulgarella, Salerno, Savalli, Scuderi, che avviava proprie figliole alla vita monastica per appagare la vocazione o –come è ben noto– per mantenere più integro il patrimonio familiare<sup>16</sup>.

Anche la monacazione di una figlia aveva, però, un costo. Bisognava infatti fornire la futura suora di una dote, un capitale liquido che il monastero avrebbe trasformato in rendita. Negli ultimi anni del Cinquecento, tale costituzione di dote comportava una spesa di non meno di cinquanta o sessanta onze, considerevole certo ma che il capo di famiglia sborsava una sola volta, senza ulteriore scapito del patrimonio da tramandare ai primogeniti in linea maschile.

La vita quotidiana della comunità era regolata dalle norme delle clarisse francescane.

Il tempo di preghiera si alternava a quello delle cure e degli adempimenti di interesse comune, coordinato dall'Abbadessa, dalla Decana e dalle due Vicarie, con la collaborazione delle suore annualmente elette ad una specifica incombenza.

Dovevano essere caratterizzate, le giornate delle suore, da costante laboriosità, che garantiva anche la piena autonomia del Monastero.

Vi era come una gerarchia. Alla cura delle incombenze di natura spirituale, proprie dell'Abbadessa e delle più vicine collaboratrici, si affiancavano la *Maestra delle Novizie*, incaricata di guidare il perfezionamento interiore delle nuove arrivate e le *Providitrici* che curavano le esigenze minute delle consorelle, mentre le *Deputate sopra l'osservanza* ne sorvegliavano la regolarità di comportamento e le *Cellerarie* la diligenza e lo zelo con il quale esse mantenevano l'ordine e la pulizia delle celle. Ruoli prevalentemente pratici ricoprivano ai fini dell'autonomia materiale del Monastero. Erano la *Maestra di Costura* che insegnava alle giovani l'arte del taglio e del cucito; le *Ortulane* che curavano il giardino coltivato a verdure; le *Gallinare* il pollaio. E poiché i momenti più intensi della giornata erano trascorsi in chiesa (alla quale si accedeva attraverso un cavalcavia coperto), non potevano mancare le *Sacrestane*<sup>17</sup>.

La chiesa di san Pietro fu una delle più frequentate della città, oltre che per la sua centralità, per il particolare zelo ad essa dedicato dalle Abbadesse e dalle suore che si preoccupavano, attraverso i procuratori del monastero, della manutenzione della chiesa stessa e della cura delle più importanti celebrazioni religiose dell'anno, senza badare a spese. Queste ricorrenze liturgiche richiamavano folle di fedeli e, con essi, particolarmente le famiglie delle suore.

Fra i protagonisti –per dir così–, in quelle ricorrenze, oltre che gli officianti solennemente vestiti di paramenti scintillanti di fili d'oro e d'argento, era il Maestro di Cappella, all'organo, affiancato da cantori per le messe cantate o per altre cerimonie celebrate sempre fastosamente.

È della seconda metà del Seicento, ma riferibile sicuramente ad una tradizione ormai antica, un documento che ci fa desumere con quale impegno, cura, ed anche spesa, il Monastero organizzasse attentamente le cerimonie più significative. È un accordo fra l'Abbadessa, la Vicaria, le Decane ed il Procuratore del Monastero, Don Matteo Gervasi ed il Reverendo Sacerdote Don Giuseppe Antonio Ali, come *Maestro di Cappella ed Organista* che si obbliga a servire la chiesa del Monastero nelle occasioni minuziosamente previste ed elencate, obbligandosi anche a portare i cantanti.

Con i suoi cantanti, Don Giuseppe Ali si impegnava dunque a solennizzare, l'anno a venire, le messe dei giorni di san Pietro e santa Clara –patroni del Monastero– ed, ancora, le cerimonie del giorno di Tutti i Santi, di quello della Commemorazione dei Defunti e, sempre nel corso dell'anno, i giorni anniversari delle suore defunte. Seguivano le solennità del Natale e dell'Epifania, la Domenica delle Palme, la Settimana Santa, le giornate di Pasqua, Pentecoste e Corpus Domini.

Con particolare solennità si celebrava la ricorrenza di N.S. della Pace, la cui statua posta sull'altar maggiore scongiurava i ripetersi di lotte sanguinose e crudeli fra frazioni cittadine che avevano seminato, nei tempi passati, terrore e lacrime<sup>18</sup>.

La serie delle festività che richiamavano i fedeli a san Pietro proseguiva con la giornata di san Paolo, le Quarantore, la sosta nella chiesa di tutte le processioni in transito, la solennità per la giornata dello stesso santo titolare della chiesa ed, infine, i riti funebri in morte delle suore. Interessante, al riguardo è l'impegno del Maestro di Cappella per il quale *se morisse (quod absit) qualche religiosa, e non havessi parenti ma la spesa la facesse il Monastero*, egli si impegnava generosamente ad intervenire a titolo gratuito. Caso assai raro, perché le suore erano tutte di famiglia più che agiata.

Intensissimo calendario, come si vede, di festività celebrate nel quadro della ricca e sfarzosa ritualità dell'epoca, che teneva impegnato Maestro di Cappella e suoi cantanti per oltre una cinquantina di giorni dell'anno per la somma –non molto elevata– di quattro onze annuali, che il Monastero corrispondeva in *denaro contanto nell'ultimo di Agosto*.

Per numero e qualità delle suore, solennità della celebrazione delle feste, solidità di organizzazione e floridità di patrimonio, il Monastero divenne famoso non solamente nella diocesi di Mazara.

Forse, da parte dello stesso vescovo ne fu segnalata l'esemplarità alla stessa Sede papale. Certo è che, nei primi decenni dei Seicento, a prova del prestigio raggiunto, come narrano i Cordici ed il Carvini e si legge in una raccolta di documenti conservata da Antonino Amico, i Superiori dell'Ordine delle Clarisse si avvalsero della collaborazione delle suore montesi per lo sviluppo e la migliore organizzazione dello stesso Ordine in Sicilia. In un foglio che reca l'elenco degli *Officiali* del 1619-20 leggiamo a conferma delle notizie di cronaca riportate dai due autori or ora citati: *Alli 9 d'Agosto II Indizione 1619 con dispensa del Papa soro Nuncia Passarello et soro Emilia Cordici due delle officiali andaro a Coniglione (Corleone) per governare novo Monastero sotto titolo della Nunciata et fu fatta Abbadessa di detto Monasterio soro Emilia Cordici*. Era, questa, sorella del grande storico ed archeologo montese.

Al prestigio raggiunto si aggiungeva ancora sempre maggiore e crescente solidità patrimoniale consistente in beni immobili e cospicue somme di denaro liquido che si accumulava nel forziere del Monastero insieme con quello delle Opere pie e degli Enti religiosi, secondo gli ordini a suo tempo impartiti dal Vescovo, ai quali le Abbadesse avevano in primo tempo risposto,

per timore della grave responsabilità, con vive preghiere di essere sollevate da tale incombenza. Ma trascorso il tempo, le suore stesse si erano assuefatte ed anzi, seguendo ora anche esse un indirizzo ormai consolidato, vi si erano adeguate e... prestavano anch'esse denaro.

Nel dicembre del 1620 ai Giurati occorreva la somma di ottocento onze liquide per riscattare un debito, una soggiogazione con gli eredi del nobile Nicolò Fardella, ed avevano chiesto all'Abbadessa la concessione in mutuo di tale somma, con la rendita perpetua del 6%, cioè di 48 onze annuali. E poiché il Monastero disponeva delle ottocento onze che rimanevano inutilizzate nel forziere, l'Abbadessa chiedeva al Vescovo il nulla osta a tale operazione che tutte le suore trovavano conveniente in quanto lo stesso capitale, investito in acquisto di terre, avrebbe reso di meno: pare a noi et a tutta la città —scriveva l'Abbadessa— *la detta rendita non doversi lasciare per motivo alcuno giacché (il capitale) viene a dare più che se il Monasterio avesse terre i quali non possono rendere più di questo*. Ed il Vescovo paternamente rispondeva: *Mi rimetto a tutto questo negozio a tutto quello che pare a loro e che vorran fare le Monache a cui consenti s'intenda perciò data la nostra benedizione*.

§ 6. Su altre operazioni finanziarie come questa accennata, torneremo ancora brevemente. Ci limiteremo, ora, ad osservare che, già nei primi decenni del XVII secolo, il Monastero aveva ancora arricchito la propria consistenza patrimoniale specialmente in seguito a nuovi lasciti testamentari che avevano ancora arricchito il patrimonio originario.

L'eredità di don Bartolomeo Salerno del 1575, di donna Francesca Batiata del 1586, di mastro Giovan Vito Vultaggio del 1587 e del sacerdote don Giuseppe Colomba del 1622 avevano notevolmente impinguato le rendite e notevolmente rinforzato l'autorità dell'Abbadessa e degli stessi Procuratori del Monastero<sup>19</sup>.

Comprensibile è il motivo di questo maggior peso nella vita cittadina. I lasciti disposti dai testatori assegnavano al Monastero l'amministrazione o gestione delle rendite provenienti da capitali o terreni, ma tali rendite andavano a beneficio del Monastero solamente secondo scadenze biennali o triennali. Nel compiersi delle altre annate, Procuratori ed Abbadesse dovevano assolvere a definite destinazioni delle somme per acquisto di frumento da distribuire a consanguinei del testatore che fossero poveri, od a elargizioni, sempre a tali consanguinei, di doti matrimoniali o di monacato.

La scelta delle persone o dei consanguinei del testatore a famiglie da beneficiare ricadeva esclusivamente sul Monastero, i cui esponenti acquisivano autorità e prestigio nella vita sociale della città.

L'accrescimento del patrimonio assicurava comunque al Monastero la possibilità di curare principalmente, con maggiore zelo ed impegno, sia l'assistenza ai bisognosi eredi di benefattori, sia anche la possibilità di assicurare maggior lustro alle cerimonie religiose, ma di abbellire più riccamente la chiesa di arredi e di arricchirla di immagini, reliquie, quadri e, finalmente, di statue.

Ne giunsero due, marmoree, san Pietro e san Paolo, levate tuttora, solenni, sui due altari che fiancheggiano la cappella dell'altare maggiore.

Scrive, il Castronovo, che *non si sa affatto chi abbia lavorato entrambe le statue, ed in quale anno*. E prosegue: *abbiamo solamente certezza che giun-gessero nel porto di Trapani nel 1650<sup>20</sup>*.

E ricorda ancora, lo stesso autore, che negli atti del notaro ericino Pietro Canaci si legge un'obbligazione, da parte di un gruppo di artigiani, di trasportare due statue dal porto di Trapani alla chiesa di san Pietro e di assestarle negli altari ad esso destinati. Il tutto per la somma di 34 onze, importo certamente cospicuo, ma non forse eccessivo, se si considera che quelle due pesanti opere d'arte – fragili in fondo come tutti i marmi – dovevano essere condotte sulla cima di una montagna, per l'unica via accessibile fra Trapani e Monte, per l'erto sentiero di sant'Anna, per il quale non era possibile l'uso di mezzi a ruota, rimanendo il solo uso della forza di braccia dell'uomo.

Le due statue furono condotte puntualmente fino alla chiesa di san Pietro.

Da dove provenivano? alla domanda lasciata senza risposta dal Castronovo provvede un documento che abbiamo trovato fra le carte del canonico Amico. Il documento è copia di un atto del notaro Carlo Battaglia, palermitano, del 10 maggio 1649<sup>21</sup>.

Si tratta di un'obbligazione, per la quale lo scultore palermitano Nunzio La Matina si impegna con il reverendo sacerdote Don Andrea Poma, quale rappresentante del Monastero di San Pietro di Monte San Giuliano, a scolpire due statue.

Il documento è redatto, come si usava, in latino. Ma la parte che ci interessa, per maggiore reciproca chiarezza dei contraenti, è stesa in scrittura mista, lingua italiana e dialetto siciliano. Ne riportiamo testualmente la parte principale.

Il La Matina si impegna dunque *a far dui statui di marmora statuaria bianca cioè una dell'Immagine di San Pietro et l'altra della Immagine di San*

*Paulo di grandezza di palmi setti e mezza, quali habiano da essere bene scolpiti magistralmente adoperati et la pedi (il piedestallo) habbia di copiri un palmo postizzo (aggiunto in più) di ogni statua oltre di detta misura di palmi sette e mezzi quali sopraditti statui oltre di detta misura di palmi setti e mezzo, quali sopraditti statui come s'ha da farsi detto La Matina promette et s'obliga consignari et darli spediti et incaminati a detto Reverendo Don Andrea Poma [...] nella marina della Città di Trapani infra termino di anno uno da hoggi innante [...] altramenti mancando detto di La Matina di consignari ditti statui in ditto tempo nella bontà et qualità preditta in tal caso sia lecito a ditto Spettabile Monastero di San Pietro [...] farli farri ad altri scultori a tutti danni, interessi et operi di detto La Matina...*

Il tutto al prezzo di ben centocinquanta onze (corrispondente quello di oltre un migliaio di salme di frumento). È da tener tuttavia presente, come si legge nel documento, che in quel prezzo era compreso, oltre che l'onorario dello scultore, la spesa per la quale egli stesso si impegna del trasporto cioè delle statue dal porto di Palermo a quello di Trapani.

E se, come si legge nello stesso documento, l'anticipo versato dal Procuratore del Monastero allo scultore era stato di sole dieci onze su una commissione del valore di centocinquanta e che le spese di trasporto e più ancora i rischi di un viaggio per mare soggetto anche ad eventuali arrembaggi corsari erano a carico del La Matina, si può ben concludere che Procuratori ed Abbadesa di san Pietro sapevano amministrarsi con prudenza.

Le statue giunsero puntualmente a Monte San Giuliano, certamente a sollievo anche dello scultore.

§ 7. Che Abbadessa e Procuratori del Monastero curassero con zelo e rigore l'amministrazione del patrimonio mobiliare ed immobiliare loro affidato si può osservare da altri numerosi documenti. Fra i tanti, uno ci appare particolarmente interessante: è un'obbligazione a favore del san Pietro, agli atti del notar Vultaggio, ericino, in data 27 agosto 1645.

L'Università aveva dato in gabella novennale la gestione del feudo di Regalbesi, per la somma annua di 210 onze, al patrizio Giuseppe Palazzolo. Dietro richiesta degli amministratori del Monastero, i Giurati davano, per questo rapporto, il loro consenso e che il Palazzolo –che si impegnava– versasse, anno dietro anno e per la durata della concessione, la prima rata direttamente al Monastero, senza tramite cioè del Tesoriere dell'Università, nella misura di 92 onze, a pagamento della somma di pari importo dovuta alla

stessa Università per interessi di ingente mutuo ad essa concesso dallo stesso san Pietro.

L'operazione, non era in fondo vessatoria, trattandosi, da parte del Monastero di assicurarsi più tranquillamente ed in un momento difficile, una più solida garanzia per l'esazione di una somma dovuta.

Ma certo, proprio in quel particolare momento, questa forte pressione del Monastero metteva in più pesanti difficoltà, più di quante già non avesse, i Giurati in carica quell'anno.

In quel 1645 patriziato e gran parte dei cittadini attraversavano momenti di comprensibile apprensione ed andavano cercando faticosamente la somma liquida di ben 14.000 scudi (oltre 6000 onze) per liberare la città dal pericolo di essere venduta, infeudata con tutto il territorio ad un mercante fiorentino, dietro il quale si nascondeva il vero compratore, l'ericino Antonio Palma.

Per raccogliere questa somma, molti cittadini, esponenti del già ricco patriziato e della nascente borghesia agraria e più in vista, avevano dato in prestito all'Università quanto era stato possibile, ma si era dovuto ricorrere a prestiti più onerosi presso spregiudicati finanziari palermitani e poi presso meno esosi prelati alcamesi. Questa ricerca di denaro contante era durata oltre un anno fra innumerevoli imprevisti e difficoltà, superati dalla volontà cittadina di evitare ogni soggezione di baroni.

Ora mentre altre chiese e conventi, oltre che cittadini, si erano adoperati a collaborare con i Giurati nella impresa di ricerca di denaro liquido, il monastero di San Pietro, uno dei più ricchi, oltre a non concedere a mutuo somma alcuna, aveva chiesto di garantirsi, con l'obbligazione dianzi accennata, la riscossione immediata della somma di interessi ad essa dovuta dall'Università.

Forse per questa durezza nel fare osservare le scadenze, si diede avvio ad un episodio rimasto oscuro. Abbadessa e Procuratori –va tenuto presente– raccoglievano, come ogni amministratore e scrupolosamente, documenti d'amministrazione, atti notarili, attestati e titoli di proprietà, elenchi di debitori e contabilità di entrate ed uscite in registri a foglio che, con il passar degli anni, venivano ordinati, raccolti e ricuciti in grossi volumi protetti da solida rilegatura in pergamena. Erano i così detti *Rolli*.

Ora, un bel giorno scompare dal Monastero il primo *Rollo*, quello nel quale, fin dall'inizio, assai probabilmente, erano state annotate le più importanti operazioni di acquisizione di proprietà ma, più ancora, le più rilevanti operazioni di concessione di credito.

Era il registro –si legge in un esposto dell'Abbadessa al Vescovo– *nel quale erano annotati quasi tutti l'effetti stabili, e crediti di questo Monastero,*

ma anche altre scritture. E questa scomparsa per misterioso furto aveva creato grave danno ed interesse del Monastero.

E poiché –continuava l'esposto– molte persone, a quel che risultava all'Abbadessa da voci correnti, fingevano di ignorare la verità ma sapevano e conoscevano bene come erano andate le cose e conoscevano anche i nomi degli autori del furto, chiedeva al Vescovo di volere intervenire e provvedere.

Molti intanto, non pagavano i loro debito, né l'Abbadessa poteva orientarsi, né i Procuratori aver chiara la situazione debitoria di gente che, per la scomparsa del prezioso registro, si nascondeva impunemente nel silenzio.

Il vescovo procedeva inviando una lettera a tutto il clero montese: *ordiniamo a Voi e ad ognuno di Voi d'ammonire il popolo nelle vostre Chiese congregate per udire la parola di Dio o per altro fine, acciò nel termine di giorni 18 e dietro canonica diffida e monito quanti fossero a conoscenza circostanziata dei fatti per i quali il registro era stato rubato nonché conoscessero pure i nomi degli autori del furto abbiano e debbiano rivelare, e l'occultanti a restituire [...]*<sup>22</sup>.

Gli autori del furto o dell'occultamento del registro dovevano intanto considerarsi colpiti *ipso facto* da *scomunica infame*.

I debitori morosi e coperti dalla scomparsa di quel prezioso registro erano anch'essi, se persistenti nella loro morosità, minacciati di gravi censure.

Ma tutti tacquero. Di quel registro si perdettero ogni traccia.

§ 8. Il 1700 fu secolo di abbellimenti del Monastero e di riedificazioni della trecentesca chiesa di san Pietro.

Si iniziò nel febbraio del 1728 con i lavori di ricostruzione del loggiato cinquecentesco che, prospiciente l'ampio cortile, con le luminose finestre sorrette da archi poggianti su robuste colonne, conferivano armoniosa eleganza rinascimentale a tutto l'ambiente immerso nel silenzio.

In quell'anno la bicentenaria costruzione, indebolita dalle intemperie, crollò per buona parte.

Dai mandati di pagamento periodicamente emessi dall'Abbadessa è possibile rendersi conto, oltre che della spesa sostenuta, del tipo di intervento svolto da maestri muratori, scalpellini e falegnami per la complessa opera di restauro. Ripercorrere i momenti di questo lavoro, non è forse del tutto privo di interesse.

Un breve cenno iniziale sul costo della manodopera qualificata e, particolarmente, di quello dei maestri muratori che prestarono per tempo più lungo

il loro lavoro. Teniamo conto, intanto, per avere un'idea del valore d'acquisto della moneta corrente dell'epoca, l'onza di trenta tarì, che una salma di frumento (kg. 248 ca.) costava mediamente un'onza e 26 tarì; un cantaro di formaggio (kg. 80) un'onza e 12 tarì; una botte di vino (litri 420 ca.) un'onza e 4 tarì.

Il capo-mastro Francesco Fogliana, per 208 giornate di lavoro a tre tarì al giorno riceveva 18 onze e 22 tarì; maestro Antonino Agusta per 115 giornate, 11 onze e 16 tarì; Francesco Ciaraulo 13 onze e 15 tarì per 135 giornate. I manovali costarono complessivamente, ad 1 tarì e 10 grani al giorno, dal 20 febbraio 1728 al 1 giugno 1789, 14 onze circa.

All'inizio dei lavori i muratori erano in numero di otto, ridotti poi, fino al termine, a soli due, dopo cioè che furono ultimati i lavori di sgombrò del materiale ammassato in seguito al crollo ed avere selezionato ed ordinato fra lo stesso materiale quello da rimettere in opera.

È interessante, riguardo ai materiali di nuovo acquisto, conoscere tipologia e costi. I conci di tufo sottile (a 10 tarì la canna = metri 2 ca.), provenienti da una cava non identificata, costarono 14 onze; otto *canali stagnati* (i doccioni), provenienti da Trapani, costarono un'onza, più 4 tarì e 10 grani per il trasporto; per trentasette *scalandrune*, robuste travi rotonde di legno stagionato, ed il loro trasporto da Trapani dove erano state acquistate, furono spese 21 onze e 6 tarì. Ed ancora, per sette colonne di pietra, il loro trasporto *dalla pirrera del pozzillo in Monte* (l'attuale contrada san Luca, sotto Porta Spada) *da sedici omini*, la loro lisciatura e messa in opera, si spesero 21 onze e 28 tarì; ed un'onza e 7 tarì costarono le quarantasette colonnine di tufo della nuova balaustra del loggiato, lavorate al torchio.

Altre somme si spesero per l'acquisto di calce e trasporto da Bonagia e Custonaci; per gesso ed altri materiali necessari come tegole (*ciaramiri*), conci di tufo e lastroni calcarei (*chiappi*), così che l'intera spesa venne ad ammontare alla rilevante somma di 149 onze che l'Abbadessa, suor Maria Trapani ed il Tesoriere del Monastero, Dottore don Mario Provenzano, pagarono a più riprese, giungendo al saldo nell'ottobre del 1731, a collaudo effettuato e con la sicurezza di un lavoro condotto a termine in perfetta regola d'arte<sup>23</sup>.

Il loggiato restaurato e rafforzato sfidò il tempo.

Ma la spesa più rilevante fu certamente quella che il Monastero affrontò per il rifacimento della chiesa di san Pietro.

Abbiamo osservato come essa, per la sua centralità, per la numerosa frequenza di fedeli e, di essi l'estrazione sociale ed il fasto delle cerimonie, dovette essere considerata, ad un certo tempo, angusta ed inadeguata.

Sia per questo motivo, sia anche per adeguarsi alla tendenza di quel secolo rivolta, come il precedente, a rinnovare o ristrutturare le antiche chiese rispecchianti lo stile (ritenuto ora barbaro e rozzo), si avviarono i lavori su una chiesa fra le più antiche che, costruita nel 1363, ampliata nel 1535, veniva riedificata in quel 1745.

Si tratta, però, di una delle più belle opere di un famoso architetto trapanese, Giovan Biagio Amico: ad unica navata, con pianta a doppio ellisse ampia e luminosa nel suo spazio suggestivamente barocco.

§ 9. Questa riedificazione dovette avere un costo assai rilevante e la mancanza di documentazione –almeno fino a questo nostro tempo– non ci consente di quantificarla. Ma che tale spesa avesse estinto per qualche tempo ogni disponibilità di liquido si può desumere dal fatto che il bel portale con colonne e timpano spezzato poté essere aggiunto solo dopo dieci anni dall'ultimazione di quei lavori: nel 1758, quando cioè le finanze del Monastero si furono rimpinguate.

Di quest'epoca di completamento dei lavori abbiamo notizia più dettagliata da un documento di epoca (pubblica quietanza) di notar Francesco Ruggirello, del 6 novembre di quello stesso anno. Autore del disegno e direttore dei lavori era stato l'architetto trapanese don Paolo Rizzo: capo Mastro pure un trapanese del quale il documento ci tramanda solo il cognome: Giammarinaro.

Il documento notarile<sup>24</sup> riporta con minuzioso dettaglio ogni voce di spesa relativa alla qualità del lavoro, trasporto e montaggio del portale e di ogni operazione di progettazione–disegno, manodopera ed altri materiali necessari. La spesa complessiva fu di ben 131 onze e 25 tarì. Ove si pensi che si trattava del solo portale, è facile immaginare quanto bel più rilevante fosse stata quella occorsa per la costruzione dell'intera chiesa.

Altre spese il Monastero sostenne nel 1788 per una funzionale trasformazione dello smisurato dormitorio delle suore che fu realizzato attraverso una serie di lavori puntualmente preventivati dal Maestro muratore Girolamo Poma e dal Maestro falegname Giovanni Vultaggio, per la complessiva somma di 160 onze. Quei lavori avrebbero reso più luminoso ed arioso il primo piano del grande palazzo con l'apertura di quindici nuove finestre.

La consistenza delle rendite del Monastero in sostanza, a parte momenti di carenza di liquido, rimaneva sempre solida e, dall'inizio alla metà dell'Ottocento, essa si trovava ulteriormente arricchita. Significativa è questa consi-

stenza patrimoniale nel 1865, alla vigilia cioè degli avvenimenti politici ed economici conseguenti all'Unificazione.

Una delle fonti più sicure di rendita era un feudo di oltre 126 ettari posseduto in comproprietà con il Convento dei Frati Minori di san Francesco e la chiesa parrocchiale di sant'Antonio. Erano terre adibite in parte a coltivazione, altre a pascolo, che venivano date in affitto triennale. Nell'anno in discorso erano gestite da una società di *massari* montesi per la somma di L. 5296 annue. Da questa propeità il Monastero traeva, per la sua quota, la rendita di 974 lire.

Altre rendite erano l'eredità Columba (L. 492 annuali), Vito Di Giovanni (L. 210), Bartolomeo Salerno (L. 146), Francesco Battiata (L. 133)<sup>25</sup>. Il Monastero fu anche creditore del Gran Libro del Debito Pubblico del Regno d'Italia<sup>26</sup>.

Aveva goduto di canoni enfiteutici su un grosso fondo rustico nella contrada di Bonagia e, poiché nel 1865 il conduttore di esso aveva affrancato tali canoni corrispondendo in denaro contante, per la quota spettante alle clarisse —quasi undicimila lire— l'Abbadessa aveva investito questa ingente somma in Cartelle del Debito dello Stato, assicurando una rendita di L. 550 annuali.

Il Monastero aveva poi dovuto forzosamente depositare presso il Banco Regio dell'Erario Nazionale del Regno d'Italia gli argenti di proprietà: deposito che, stando all'impegno del Governo, avrebbe dovuto fruttare 37 lire ogni anno.

Per altre rendite provenienti da mutui concessi dal XVI secolo in poi, da canoni fondiari, da eredità, legati ed assegni di diversa provenienza ed epoca, il Monastero godeva ancora di una consistente serie di introiti sui quali sarebbe lungo soffermarci.

Le rendite fondiarie, o canoni, formavano un elenco di 68 partite contabili: di una trentina di partite era l'elenco di legati ed assegni.

Limitandoci ad una lettura sommaria dei documenti da noi sfogliati, si potrebbe avere una certa idea del forte ruolo ricoperto dal nostro Monastero riguardo ad operazioni finanziarie a lungo termine, quali i mutui garantiti da soggiogazione, nei quali si investivano ingenti capitali liquidi, che venivano anticipati e messi a disposizione di famiglie di riconosciuta solvibilità. Dal 1700 al 1865, il Monastero venne impiegando in soggiogazioni somme corrispondenti a dodicimila lire del 1865, pari oggi a diversi miliardi...

Ad essere debitrice del Monastero erano le famiglie patrizie più in vista ed, in quel 1865, i loro tardi eredi, che continuavano a pagare gli interessi di spese sostenute dai loro antenati per il mantenimento di un'immagine di gran-

dezza venuta meno, o per il soddisfacimento di velleità di preminenza e di potere.

§ 10. Verso nuova realtà si avviavano, con il nuovo assetto unitario, le condizioni di floridezza e preminenza del Monastero rispetto a quelle del 1700, che aveva segnato l'epoca di massimo splendore dell'Istituzione ed il maggior numero di suore. Per quanto sempre cospicuo, il patrimonio immobiliare, anche in conseguenza della svalutazione monetaria crescente in quegli anni, non fruttava più le rendite del passato, e molti debitori non pagavano più da ormai lunghi anni.

Il numero di suore tendeva poi a diminuire, anche per riflesso dell'esodo di molte famiglie patrizie o benestanti verso Trapani o altrove, causato da tanti motivi, non ultimo quello dell'enfiteusi dei beni demaniali del Comune (1795 ed anni e seguenti) che aveva di fatto eliminato il regime di monopolio e la preminenza esercitata da secoli di molte famiglie egemoni. Verso il 1865-66, le suore erano pertanto ridotte a una ventina fra professe, converse ed inservient.

Nel luglio del 1866 esplodeva –come abbiamo accennato– la soppressione delle corporazioni religiose, alla quale avrebbe fatto seguito la legge del 15 agosto del 1867 di liquidazione dell'asse ecclesiastico.

Anche a Monte San Giuliano si avvertirono le conseguenze di una serie di provvedimenti legislativi che scardinarono, dall'oggi al domani, quelle antiche strutture economiche e religiose locali che avevano ricoperto ruoli, talvolta di non secondario rilievo, di assistenza o di sostegno materiale oltre che spirituale.

In sostituzione delle strutture socio-economiche del passato si presentavano nuove prospettive di rinnovamento che cominciavano ad essere rappresentate da rimesse, ai Comuni, di somme con le quali si sarebbe dovuto supplire, per l'assistenza sociale, alla mancanza delle rendite dei corpi ecclesiastici, una buona parte delle quali si era pur riversata per secoli sull'economia cittadina e particolarmente su famiglie bisognose o su artigiani e gente che traeva da esse motivazioni di lavoro.

Nell'ottobre del 1866, una circolare del Prefetto di Trapani<sup>27</sup> inviava perentorie istruzioni anche al Sindaco di Monte San Giuliano, alle quali bisognava scrupolosamente attenersi *usando nella congiuntura ogni fermezza e sagacia per riuscire complessivamente nel compito*. Avrebbe dovuto, il Sindaco, come funzionario della P.S., comunicare intanto ai religiosi dei Con-

venti maschili la cessazione della qualità di Enti Morali dei loro Istituti e, di conseguenza, da quel momento potersi dedicare solamente fuori dal chiostro alla vita religiosa. Dovevano, anche, svestire gli abiti propri del loro ordine di appartenenza.

Le chiese dei conventi soppressi dovevano però rimanere aperte in quanto —puntualizzava la circolare— *non si abbiano da alcuno a confondere le pratiche del culto più osservate e protette con lo sgombero dai Conventi* che era tutt'altro discorso, in quanto il governo si dichiarava ostile ai frati, ma non ai fedeli.

Le chiese dei conventi soppressi dovevano, pertanto, rimanere tutte aperte. Per officiarle, lo stesso Sindaco avrebbe dovuto provvedere alla nomina di quei frati *che fossero maggiormente circondati dal pubblico suffragio per probità, per vera devozione e per indifferenza ai partiti*.

Una particolare disposizione era riservata in favore di eventuali frati che fossero costretti nelle infermerie dei conventi, da assistere finché non fossero guariti: si raccomandava, ancora, di continuare l'assistenza ai malati poveri e l'attività delle opere di carità verso la gente del popolo, compresi i soccorsi a domicilio.

Si raccomandava, ancora, di preservare, custodire e proteggere le biblioteche ed ogni espressione d'Arte esistente nei conventi.

Si incaricava, poi, il Sindaco di comunicare ai frati (i quali dovevano lasciare i conventi entro il termine di un mese) che era stata già disposta l'erogazione di un bimestre anticipato della pensione concessa dal governo a ciascuno degli espulsi. Ai sacerdoti degli ordini mendicanti, oltre al trimestre, sarebbe stata anticipata la somma di L. 30 per l'acquisto di un abito del clero secolare, essendo stato tassativamente proibito indossare sai od abiti degli ordini soppressi.

Ed ancora, al fine non dichiarato di stimolare la grata attenzione del popolo minuto (che disapprovava quelle nuove leggi considerate contrarie alla Religione e nemiche dei poveri), il Prefetto chiedeva al Sindaco di esaminare l'opportunità di destinare ad abitazione di *operai poveri* o ad altro uso *di manifesta utilità per le classi meno agiate* una parte dei locali sgombrati dagli ex religiosi.

Il Prefetto si richiamava poi alla fermezza del Sindaco affinché tutte quelle operazioni venissero condotte a termine nel massimo ordine e senza confusione alcuna. Si temevano reazioni e proteste, specialmente da parte dei frati. *Se per avventura* —puntualizzava il Prefetto— *taluni si mostrerà riottoso e cerchi menomamente di scuotere le deboli coscienze degli ignoranti e degli*

*illusi con sobillamenti, ed insinuazioni più o meno nascoste* che gli venissero segnalati subito i nomi per l'assunzione di immediati provvedimenti. Era stato già disposto che i frati ribelli venissero immediatamente arrestati ed imbarcati per l'isola di Porto Ferraio o per la Sardegna.

Questa prima operazione –precisava il Prefetto– era rivolta unicamente allo sgombero dei conventi, e non andava confusa con quella della loro presa di possesso, che sarebbe seguita sulla base di regolamenti in corso di elaborazione.

Questi provvedimenti, in quel momento, riguardavano soprattutto i conventi maschili, ma creavano un'atmosfera aperta al presagio di altre novità per tutti i soppressi ordini religiosi.

Il san Pietro non veniva intanto sgombrato, né le suore costrette ad uscirne. Ma la sua presa di possesso da parte del Demanio dello Stato ebbe luogo il 29 dicembre del 1866<sup>28</sup>.

§ 11. A presentarsi all'Abbadessa, suor Maria Teresa Curatolo, furono il delegato del Demanio, notar Sebastiano Curatolo (parente della religiosa) ed il notar Giuseppe Poma Rizzo, Sindaco (di estrazione clericale): due notabili montesi che avrebbero certamente preferito star lontani da un adempimento loro sgradito.

Le operazioni della presa di possesso del Monastero, riassunte in minuziosi e dettagliati verbali, assieme con quelle di formazione degli inventari di tutti i beni mobili ed immobili, si protrassero fino alla fine del gennaio 1867.

Le suore dei monasteri ebbero trattamento diverso da quello riservato dalla legge ai frati dei conventi maschili. Mentre a questi era stato intimato l'abbandono dei loro istituti e la dimissione degli abiti propri del loro ordine per indossare quelli propri del clero secolare, per le suore tali disposizioni non valsero.

Ad esse si consentì di rimanere nei loro monasteri e di indossare gli abiti tradizionali. Si vietavano però ulteriori ammissioni di novizie nel loro ordine: dalla graduale scomparsa di suore si sarebbe giunto, nel tempo, alla chiusura definitiva di ogni monastero.

Nel 1866, le clarisse del san Pietro erano ridotte a dodici –undici professe ed una conversa–, ed a tre inservienti.

La più anziana, l'Abbadessa, contava cinquantacinque anni: l'età delle altre andava da ventiquattro a trentatré anni. Non vi erano, dunque, prospettive di chiusura a tempo breve del Monastero, e le suore potevano continuare

a vivere della pensione assicurata dal governo, che sostituiva le rendite confiscate. L'assegno annuale oscillava dalle 360 alle 600 lire per suora, ed in quell'anno l'importo globale delle pensioni per tutte le 12 suore ammontava a circa L. 4500 (contro le oltre L. 14.000 di quella che sarebbe stata la rendita globale del soppresso monastero).

Mentre i conventi maschili potevano intanto essere immediatamente utilizzati dal Comune per destinazioni sociali, di questi edifici monastici femminili si sarebbe potuto disporre in tempi ancora a venire.

Ciò avvenne anche per il nostro *San Pietro*. Del suo passaggio al Comune si cominciò a parlare nel 1896, a trent'anni cioè di distanza dalla legge di soppressione.

Il Consiglio Comunale, il 12 dicembre di quell'anno<sup>29</sup>, esaminava il carteggio intercorso fra gli uffici comunali, il Fondo Culto, l'Intendenza di Finanza e l'Ufficio del Registro, primo approccio con lo Stato per ottenere in concessione d'uso gli edifici del Monastero, occupati ancora da poche suore, e la chiesa, da mantenere aperta al culto.

Il Sindaco, comm. Stefano Fontana, esponeva il programma avviato dall'Amministrazione, rivolto al potenziamento delle strutture assistenziali e scolastiche superiori del Comune.

Il primo luogo si prevedeva l'unificazione dei due orfanotrofi femminili esistenti quello di san Carlo (fondato nel 1575), e quello di san Rocco (fondato nel 1624) che, sottolineava il Sindaco, erano ormai inadeguati per un funzionamento moderno. Con la collaborazione della Congregazione di Carità si intendeva, dei due Istituti, formarne uno solo più efficiente ed adeguato al tempo, da affidare alla cura e direzione delle suore Vincenziane di Carità, le suore dal caratteristico cappello bianco inamidato ed a larghe tese.

Quanto alle sei clarisse superstiti, ormai avanzate in età, solitarie vaganti per antico monastero fra decine di sale e stanze colme ancora di mobili e suppellettili, segno triste di un passato di floridità scomparsa, era necessario un equo umano provvedimento. Della loro sorte si erano occupati il Prefetto e lo stesso Fondo per il Culto.

L'Amministrazione comunale, ora, sul tracciato di quel programma, avrebbe consentito alle sei monache di rimanere nel monastero in un'ala appositamente preposta, autonoma e distinta dal resto dell'edificio nel quale sarebbe dovuta entrare in funzione la nuova istituzione scolastico-assistenziale femminile.

Quando, poi, le ultime sei suore sarebbero venute meno, il Comune avrebbe integrato e completato il programma sulla parte riguardante il poten-

ziamento degli istituti scolastici superiori, impiantando nell'edificio le Scuole Tecniche e le Scuole Ginnasiali.

Sulla base di questi programmi, il Consiglio comunale chiedeva al Fondo Culto la cessione dell'ex edificio monastico.

Questa richiesta dopo lungo carteggio con gli organi governativi, veniva ripresentata il 27 novembre 1897. Il Comune si impegnava, anche, a mantenere *vita natural durante le attuali e vecchie moniali* ed a mantenere a proprie spese il fabbricato e la Chiesa.

La concessione giunse negli ultimi del 1899. L'«Istituto Margherita» funzionante nell'ex Monastero cominciò a svilupparsi in misura promettente. Frequentato in un primo tempo solamente da orfane, fu gradatamente aperto a fanciulle di ogni ceto, che vi convenivano, sotto la cura e gli insegnamenti delle Suore, ad apprendere il ricamo ed il disegno, ed a partecipare a recite filodrammatiche, accademie di poesia, corsi di formazione religiosa.

Nel 1915<sup>30</sup>, il Consiglio Comunale deliberava la permuta dell'ex Monastero di San Pietro con l'Istituto San Rocco, per ospitarvi la Pretura fino a quegli anni scomodamente funzionante in ambienti dell'ex Convento di San Francesco. La Congregazione di Carità, già proprietaria del San Rocco (situato in ampi locali contigui al Palazzo municipale), trasferiva l'Istituto da quei locali a quello del San Pietro, che da quell'anno mutava denominazione, come si legge ancora sul portale d'ingresso dell'edificio.

Questo Istituto ebbe momenti di intensa attività educativa e formativa e riscosse frequenti, notevoli apprezzamenti.

Gli anni del secondo dopoguerra iniziarono però a segnare tempi nuovi. Nuove leggi e nuovi sistemi scolastici ed assistenziali determinarono un sempre graduale diminuire del numero delle fanciulle assistite. Per motivi di riorganizzazione del proprio Ordine, le suore Vincenziane, lasciavano un Istituto che avevano egregiamente retto per oltre cinquant'anni.

Il *San Rocco* aveva chiuso i battenti. L'intero edificio ricco di storia cittadina e di memorie fu abbandonato per anni.

Poi venne l'omonimo di uno dei fondatori cinquecenteschi: Antonino Zichichi, scienziato e rifondatore, anche, dell'antico ex monastero...

Ma questa è storia di oggi...

## NOTE:

<sup>1</sup> E. PAIS, *Alcune osservazioni sulla storia e sull'amministrazione della Sicilia durante il periodo romano*, in «A.S.S.», Palermo 1888, pagg. 174 e segg.

<sup>2</sup> G. PAGOTO, *Per la storia del culto di Venere ericina: le fonti*, Messina 1903, pagg. 17 e segg.

<sup>3</sup> G. CASTRONOVO, *Erice sacra*, ms Bibl. Com. Erice (Trascr. A. Amico), pag. 105.

<sup>4</sup> *Ibidem.*

<sup>5</sup> G. CASTRONOVO, *Casati nobili ericini: Notizie storiche*, Bibl. Com. Erice, ultimi fogli non numerati: notizie tratte dal notar Niccolò Pollina, 2 settembre 1543.

<sup>6</sup> A. CORDICI, *Libro delle cose appartenenti alle parrocchie di Monte San Giuliano* a cura di S. Denaro, Trapani 1988, pagg. 93 e segg.

<sup>7</sup> G. CASTRONOVO, *Casati nobili etc.*, cit.

<sup>8</sup> V. ADRAGNA, *Un contratto di pace fra privati in Erice nel sec. XVI*, in *Atti della Società Trapanese per la Storia Patria*, Trapani 1971, pagg. 42 e segg.

<sup>9</sup> S. CORSO, *Fine delle lotte civili ad Erice nel 1591: Santa Maria della Pace ora al «Centro Majorana»*, in *La Fardelliana*, Trapani 1986, vol. 3, pagg. 95 e segg.

<sup>10</sup> Parrocchie e Monasteri, *Raccolte e studi di Antonino Amico*, busta, San Pietro, *Quaderno I bis*, ms presso Bibl. Com. Erice.

<sup>11</sup> *Ibidem.*

<sup>12</sup> *Id.*

<sup>13</sup> In i documenti che seguono, relativi al carteggio fra il monastero ed il Vescovo, raccolti dall'Amico soltanto recentemente ritrovati, si conservano presso l'Archivio Storico Municipale di Erice. Sono da riodinare insieme con altri documenti, catalogare e schedare. Alla lettera dell'agosto 1620 riportata, seguono quelle dell'agosto 1620 e del settembre 1624.

<sup>14</sup> *c.s.*

<sup>15</sup> *c.s.*

<sup>16</sup> A. AMICO, *Parrocchie e monasteri*, cit. busta 1, passim.

<sup>17</sup> *Ibidem.*

<sup>18</sup> S. CORSO, cf. nota 9.

<sup>19</sup> G. CASTRONOVO, *Erice sacra etc.*, cit., pagg. 18 e segg.

<sup>20</sup> *id.*, pag. 106.

<sup>21</sup> A. AMICO, *Parrocchie e monasteri*, cit., busta 1 bis, doc. E.

<sup>22</sup> *cf.*, nota 13.

<sup>23</sup> A. AMICO, *Parrocchie etc.*, cit., busta 1 bis, doc. H.

<sup>24</sup> *id.*

<sup>25</sup> Monastero di San Pietro, *Registro di introiti ed esiti 1758-1866*, A.S.M. Erice, passim (in fase di ordinamento).

<sup>26</sup> *ibidem.*

<sup>27</sup> *ibidem.*

<sup>28</sup> Documenti conservati fra il Registro di cui alla nota (25).

<sup>29</sup> Municipio di Monte San Giuliano, *Atti Consiglio Comunale 1896; 21 dicembre.*

<sup>30</sup> Municipio di Monte San Giuliano, *Atti del Consiglio Comunale; 1915; 4 luglio; 29 agosto.*